

# Sémiotique de l'imaginaire politique

Bernard LAMIZET



Colloque Albi Médiations Sémiotiques – Actes

# Collection Actes

Utopies et formes de vie.  
Mythes, valeurs et matières

*Hommage à Paolo Fabbri*

sous la direction de  
P. Basso, D. Bertrand & A. Zinna

© Editions CAMS/O

Direction : Alessandro Zinna

Rédaction : Christophe Paszkiewicz

Collection Actes : Utopies et formes de vie. Mythes, valeurs et matières.

1<sup>re</sup> édition électronique : décembre 2019

ISBN 979-10-96436-02-6

*Résumé.* L'imaginaire politique est une des instances de l'engagement des acteurs. Il articule les pratiques et les stratégies des acteurs à la culture dont ils sont porteurs et qui fonde leur identité. L'engagement consiste dans une implication, exprimant le désir des acteurs dans le champ politique, et dans un engagement, exprimant leur confrontation aux autres acteurs de l'espace public. On peut penser la sémiotique de l'imaginaire politique elle-même en six points : l'articulation entre imaginaire, culture politique et engagement, la sémiotique de l'utopie comme imaginaire positif, la sémiotique du rejet comme imaginaire négatif et comme expression imaginaire de l'aliénité, le débat politique sur l'imaginaire et l'opposition entre imaginaire légitime et imaginaire illégitime, la question des identités, singulières et collectives et l'impensé de l'imaginaire politique, une forme de censure de l'imaginaire dans l'espace politique.

CENSURE, CULTURE, IDENTITÉ, INCONSCIENT, MÉDIATION

**Bernard Lamizet** est Professeur émérite à l'Institut d'Études Politiques de Lyon. Il travaille dans le champ de la sémiotique politique, dans le domaine des politiques de la ville et dans le domaine de la médiation et de l'identité, notamment en se fondant sur l'articulation de la psychanalyse et du politique. Ses derniers ouvrages parus sont *L'aliénité* (Mimésis, 2015), *Communication et médiation* (Nouvelles Éditions Européennes, 2016), *Les mots et les voix* (L'Harmattan, 2017), sur le discours des candidats à l'élection présidentielle de 2017.

Pour citer cet article :

Lamizet, Bernard, « Sémiotique de l'imaginaire politique », in Basso, P., Bertrand, D. et Zinna, A. (éds 2019), *Utopies et formes de vie*, Toulouse, Éditions CAMS/O, Collection Actes, p. 33-52, [en ligne] :  
<<http://mediationsemiotiques.com/ac2016-lamizet>>.

# Sémiotique de l'imaginaire politique

Bernard LAMIZET

(U.M.R. « Triangle », I.E.P. de Lyon)

On ne peut pleinement penser la sémiotique du politique sans penser une sémiotique de l'imaginaire politique, articulée à la sémiotique du pouvoir, instance du réel politique, et à la sémiotique de la médiation, instance du symbolique et de la représentation en politique.

Nous nous situons ici à ce que l'on peut appeler l'articulation de trois problématiques, que nous engageons ensemble à propos d'identités et d'imaginaire dans le champ politique.

La première de ces problématiques est celle de la différence fondamentale entre les deux logiques constitutives des identités : tandis que l'identité psychique singulière du sujet se fonde sur la spécularité et l'identification symbolique à l'autre lors de l'événement que Lacan désigne comme le stade du miroir, les identités politiques se fondent sur la confrontation dans l'espace public. C'est dans l'expression de la différence avec celles des autres et sur l'opposition à elles que s'instituent les identités politiques dans le champ où les acteurs se situent les uns par rapport aux autres. C'est cette dynamique de confrontation qui, ainsi, fonde l'espace public comme le champ de l'adversité entre les acteurs, qui ne sauraient, finalement, exister que dans l'opposition des uns avec les autres. Comme chacun le sait, il n'y a de gauche que dans l'opposition à la droite, et c'est bien sur la lutte des classes que Marx fonde l'histoire politique.

La seconde problématique qui fonde notre propos est celle de l'articulation entre les trois instances dégagées par Lacan dans le champ de la

psychanalyse et de la réflexion sur l'inconscient : le réel, le symbolique et l'imaginaire. Lacan désigne par ces trois instances, respectivement, celle de la contrainte et de ce qui s'impose au sujet en échappant à son contrôle ou à sa maîtrise, celle du langage et de l'énonciation et, enfin, celle de l'imaginaire, celle qui, lors du rêve ou lors de différentes compulsions, s'impose à lui avec la même force que le réel. On peut retrouver ces trois instances dans le champ politique, désignant respectivement la contrainte qui fonde la sociabilité et qui s'exprime par des lois, le discours politique et la représentation qui fonde l'espace public en faisant se confronter les unes aux autres les représentations dont sont porteurs les acteurs, et, enfin, un imaginaire, auquel Marx a donné le nom d'*idéologie*, qui se manifeste, finalement, dans l'espace politique, de la même façon que le réel, mais sans exister dans la réalité. C'est aussi, fondamentalement, cette instance de l'imaginaire politique qui désigne, dans ce que l'on peut appeler sa dimension négative, de rejet, la crainte ou, dans sa dimension positive, ou d'adhésion, l'utopie, le propre de l'utopie étant de n'être dans aucun lieu (ce que signifie, en grec, le lien entre la négation *ou-* et le radical du terme *topos*, qui signifie « lieu », et ce que More entendait par le nom, *Utopie*, de son pays imaginaire).

Enfin, c'est sur la distinction entre la filiation, qui fonde la dimension singulière de l'identité du sujet en le situant dans l'espace social et institutionnel dans lequel il est né, et l'appartenance, qui la fonde en le situant dans l'espace dans lequel il est en relation avec les autres au cours de sa vie sociale, que repose la désignation des deux espaces dans lesquels sont instituées les identités. Elles y vivent en engageant les dynamiques dont elles sont porteuses. La maîtrise de la filiation échappe au sujet et se trouve institutionnellement et socialement structurée par l'interdit de l'inceste qui la distingue de l'espace indistinct dans lequel toutes les relations peuvent avoir lieu de façon indistincte. En revanche, l'appartenance fonde l'expression des identités dans l'espace public, structuré par les adhésions et les rejets des acteurs de façon indistincte, sans lien avec les logiques de naissance – du moins dans les sociétés politiques de démocratie et qui y fait apparaître la pluralité des engagements. Tandis que l'identité psychique se fonde sur l'expérience du miroir et sur la place du sujet dans la filiation, c'est sur celle de la confrontation aux autres et sur l'indistinction de la place de l'acteur dans la société que se fonde l'identité politique.

### **Imaginaire, culture politique et engagement**

L'imaginaire politique est une des instances qui expriment l'engagement des acteurs dans l'espace public. En associant l'imaginaire dont ils sont

porteurs aux pratiques politiques qu'ils engagent, il articule les pratiques et les stratégies des acteurs à la culture dont ils sont porteurs et qui fonde leur identité. De la même manière que l'imaginaire exprime un monde qui n'existe pas dans la réalité, mais que l'acteur se représente dans ses pratiques sociales, l'imaginaire politique va représenter, dans le discours de l'acteur et dans les pratiques de son engagement, le monde qui manifeste le désir du sujet en tant qu'acteur, soit qu'il l'appelle de ses vœux, dans la logique de l'utopie et de l'idéal politique, soit qu'au contraire il le rejette, voire le craigne, dans la logique du refus, des formes de dénégation qui s'inscrivent dans le discours politique et dans les pratiques sociales de l'espace public. C'est ainsi, par exemple, que l'imaginaire de l'idéal politique va s'inscrire dans le discours des candidats à une élection. Il exprime, en le représentant, le projet politique dont ils sont porteurs et qu'ils cherchent à faire adopter par les électeurs.

Au contraire, l'imaginaire du rejet et de la dénégation va s'inscrire dans le discours des candidats à l'élection sous la forme du projet qu'ils appellent les électeurs à rejeter ou à condamner. C'est ainsi que le rejet du Front national voire la crainte de son accession au pouvoir a figuré dans l'argumentaire des candidats à l'élection présidentielle, en France, pratiquement à chaque élection depuis qu'en 2002, J.-M. Le Pen était parvenu au second tour de l'élection face à J. Chirac. Ce fut, par exemple, le cas lors de l'élection présidentielle de 2017, où, face à Marine Le Pen, E. Macron a suscité le rassemblement sur son nom d'un grand nombre d'électeurs issus de la gauche et de la droite libérale. En se fondant, ainsi, sur la référence à une légitimation par l'autorité de l'imaginaire, l'engagement consiste dans une implication qui exprime le désir des acteurs et le choix de leur idéal politique dans le débat public, et dans un engagement qui exprime l'idéal politique donnant sa signification à leur discours et à leurs pratiques lors de leur confrontation aux autres acteurs de l'espace public. La sémiotique du projet et de l'utopie consiste dans une approche de la signification et des implications de ce que l'on peut appeler l'imaginaire politique positif. Il s'agit de ce qui articule la sémiotique politique à la sémiotique du désir et à ce que l'on peut appeler la projection de l'identité politique dans l'imaginaire de l'avenir. En revanche, la sémiotique de la dénégation politique consiste dans une expression de ce que l'on peut appeler l'imaginaire politique négatif, celui de la peur ou de l'opposition. C'est ainsi son inscription dans le débat public qui ancre l'imaginaire politique dans les représentations et dans la formation des opinions. Le débat se pense dans l'expression de la légitimité et de l'illégitimité des imaginaires, dans la confrontation des opinions fondées sur les divers

imaginaires en présence dans la culture politique et dans la confrontation des projets fondés sur ces imaginaires, par exemple à l'occasion des élections qui sont le moment de la confrontation des imaginaires lors du choix entre eux qui est exprimé par le choix des électeurs lors de leur vote. Choisir un projet parmi un ensemble de projets possibles exprimés dans le débat, c'est ainsi adhérer à un imaginaire lors du vote qui exprime l'identité dont on est porteur, et, dans le même temps, rejeter les autres imaginaires exprimés lors du débat et proposés lors du vote, en exprimant, de cette manière, en quelque sorte négativement, par une forme d'antonomase politique, l'identité qui fait de nous un acteur du débat public.

### Sémiotique de l'utopie

La sémiotique du projet idéal et de l'utopie consiste dans une approche de la signification et des implications de ce que l'on peut appeler l'imaginaire politique positif. Il s'agit de ce qui articule la sémiotique politique à la sémiotique du désir et à ce que l'on peut appeler la projection de l'identité politique dans l'imaginaire de l'avenir. On peut définir l'utopie comme une forme de sublimation sémiotique de l'idéal politique. C'est l'idéal politique d'un parti ou d'une organisation politique que l'on choisit quand on y adhère, et, en ce sens, la sémiotique de l'utopie articule celle du désir et de l'engagement du sujet et celle du projet politique de l'organisation dans le moment où on décide d'adhérer à un parti. Mais sans doute convient-il ici, pour commencer, de définir le concept d'idéal politique. Élaboré sur le modèle du concept d'*idéal du moi* (*Ich-Ideal*), élaboré par Freud dans sa définition psychanalytique de l'identité, le concept d'*idéal politique* désigne, dans l'espace public, le modèle de société qui recueille l'adhésion du sujet qui en est porteur en tant qu'acteur. Plus loin l'idéal politique désigne le but – ou plutôt l'horizon, car il est sans doute inatteignable dans la réalité de la vie sociale – poursuivi par les acteurs politiques dans leur engagement, dans leur militantisme, dans le choix de société qu'ils expriment au cours du débat public, en particulier dans leur adhésion à un parti ou dans leur vote lors d'une élection.

De la même manière que l'idéal du moi défini par Freud, l'idéal politique représente une forme de sublimation de l'identité. Rappelons-nous ce que désigne ce terme, *sublimation*, lui aussi élaboré dans le champ de la psychanalyse. La sublimation désigne le déplacement du désir du sujet vers l'horizon non sexuel où, pour reprendre les termes de Jean Laplanche et de Jean-Baptiste Pontalis, « elle vise des objets socialement valorisés »<sup>1</sup>. Mais il peut être intéressant de se rappeler l'étymologie du terme *sublime*. Le sublime, c'est ce qui, en latin, est *sub limina*, presque à

la limite, au seuil de la limite : le *sublime*, c'est le but que poursuit l'homme pour aller jusqu'à la limite de ses potentialités. C'est, d'ailleurs, ce que désignait une autre forme de la sublimation, la *transcendance*, concept défini par Kant, qui l'a formulé et introduit dans la *Critique de la raison pure*, comme ce qui est en-dehors de l'espace et du temps, au-delà des limites de l'espace et du temps. L'idéal politique est ainsi l'expression d'un horizon politique situé au-delà de l'espace et du temps du débat et de la confrontation entre les acteurs, dans la conception d'une société idéale vers laquelle est orienté leur engagement.

Dans le même temps, la sémiotique de l'utopie désigne les logiques de signification qui rendent interprétable un idéal politique en l'inscrivant dans les discours et les stratégies de communication d'un parti ou d'un acteur politique. En devenant interprétable, l'utopie devient un idéal politique articulé aux logiques qui structurent l'espace politique dans la réalité du débat et des antagonismes entre les acteurs. L'utopie devient, ainsi, une forme d'horizon qui permet de situer les acteurs politiques dans le cours du débat et des oppositions – notamment dans les périodes électorales. Elle aussi en-dehors de l'espace et du temps, l'utopie est le projet politique de société idéale dont l'expression rend intelligible le projet politique dont est porteur l'acteur et qui, de la même manière, oriente son engagement. L'utopie désignait, par exemple, dans l'œuvre de T. More, une société parfaite : « Peut-être la postérité », écrit More (1966 : 111), « oubliera-t-elle mon séjour dans cette île fortunée, séjour qui fut infiniment précieux pour les habitants, puisqu'ils s'approprièrent, par ce moyen, les plus belles inventions d'Europe. Mais nous, que de siècles il nous faudra pour leur emprunter ce qu'il y a de parfait dans leurs institutions ! ». C'est bien cette situation hors de l'espace et du temps que figure l'étymologie du mot, puisqu'il a été élaboré à partir de la négation (grec *ou-*) du *topos*, lieu situé dans l'espace et dans le temps, à un moment particulier de l'histoire.

### Sémiotique du rejet

La peur est l'imaginaire politique négatif : elle désigne ce que les représentations du politique, dans les discours et les images, rejettent et engagent à rejeter comme fondamentalement antinomique avec ce qui fonde la société et avec ce qui la régule. Mais, au-delà de la peur, on peut inscrire les formes de sémiotique du rejet dans les logiques du concept d'*alientité*, antinomique avec celui d'identité. L'*alientité* désigne une forme de constitution négative de l'identité : au lieu de fonder son identité sur la spécularité,

comme dans l'expérience définie par Lacan comme celle du miroir, le sujet fonde son identité dans la différence avec l'autre, dans une forme d'antagonisme, d'opposition. C'est, d'ailleurs, la confrontation avec l'autre qui définit l'identité politique dans le débat public : c'est en m'opposant aux acteurs de droite que je me définis comme un acteur de gauche, et c'est dans l'expérience de la lutte des classes que, selon Marx, les prolétaires instituent leur identité dans leur confrontation à la bourgeoisie, en faisant naître le prolétariat comme acteur politique. C'est de cette manière que la sémiotique du rejet va situer l'identité dans l'imaginaire politique en remplaçant la référence à l'utopie à laquelle on adhère par l'imaginaire auquel on suppose adhérer l'adversaire.

Penser la sémiotique du rejet, c'est intégrer à la rationalité de la sémiotique du politique ce qui, *a priori*, n'a pas de sens reconnu par les acteurs du débat public, ou plutôt ce qui ne se voit pas reconnaître de légitimité dans l'espace politique. Mais sans doute faut-il aller plus loin : il s'agit, finalement, de penser la sémiotique du rejet des identités à partir de la situation dans laquelle elles sont rejetées. La sémiotique du rejet constitue une forme de rupture épistémologique amenant à repenser les problématiques, les concepts et le lexique de la sémiotique du politique. On peut prendre pour exemple le débat qui a lieu en ce moment, en France, sur le libéralisme, depuis l'accession au pouvoir d'E. Macron comme président de la République et d'É. Philippe comme premier ministre. Il existe deux oppositions au libéralisme, deux expressions du rejet de l'imaginaire libéral. La première est l'opposition classique au libéralisme, celle du socialisme ou du communisme. C'est dans l'adhésion à un idéal politique communiste que le libéralisme est rejeté au nom de l'absence de contrôle politique sur les entreprises et sur leurs profits ou au nom de l'absence de souveraineté de l'État sur la monnaie comme ce fut le cas avec l'émission de l'euro et l'institution de la Banque centrale européenne. Mais il existe une autre opposition au libéralisme, celle qui s'exprime de plus en plus ouvertement, en France, au sein du Front national, devenu le Rassemblement national : il s'agit d'une opposition au libéralisme, qui ne se fonde pas, comme dans le socialisme, sur le rejet des inégalités sociales et du risque de la précarité et de la pauvreté, mais sur le rejet de la diminution du pouvoir de l'État et de l'absence de contrôle par l'État de la politique sociale et de la politique économique. La sémiotique politique du rejet permet ainsi de mieux comprendre comment une même dynamique d'opposition peut se fonder sur des significations différentes et, au-delà, sur des modes différents d'engagement dans le débat public et dans l'expression des identités politiques.

## Sémiotique du débat sur l'imaginaire

Dans la tripartition lacanienne entre le réel, le symbolique et l'imaginaire que nous nous proposons d'inscrire dans le politique, c'est par l'imaginaire que, finalement les identités politiques s'expriment pleinement. En effet, le réel désigne ce qui échappe à la délibération en étant imposé à la société, et le symbolique désigne ce qui est énoncé dans la relation avec l'autre au cours du débat public ou ce qui s'inscrit dans les représentations, discursives ou esthétiques, qui peuplent l'espace public. L'imaginaire est, lui, l'instance qui exprime les choix du sujet par lesquels il se définit comme acteur, l'imaginaire exprime ce qui peut faire l'objet d'une confrontation, d'un choix, alors que le réel est ce qui, justement, ne se choisit pas, la contrainte qui est imposée, et que le symbolique ne se choisit pas, mais s'interprète, se voit reconnaître une signification. En revanche, dès lors que l'imaginaire s'inscrit dans le débat public, dès lors qu'il se manifeste dans l'espace public et y occupe une certaine place, celle de l'acteur qui en est porteur, il va s'articuler à la dimension symbolique du discours et des représentations. En effet, dès lors que l'imaginaire s'inscrit dans le discours des acteurs politiques qui se confrontent les uns aux autres dans le temps et l'espace du débat, il se voit, comme le réel, faire l'objet d'une analyse, d'une évaluation, mais aussi d'une énonciation dans le discours. C'est à ce moment que l'imaginaire s'articule aux autres instances des identités politiques pour constituer ce à quoi se réfèrent les acteurs pour légitimer leur engagement et lui donner une signification. C'est ainsi son inscription dans le débat public qui ancre l'imaginaire politique dans les représentations et dans la formation des opinions. Le débat se pense dans l'expression d'une opposition entre la légitimité et l'illégitimité des imaginaires, dans la confrontation des opinions fondées sur les divers imaginaires en présence dans la culture politique et dans la confrontation des projets fondés sur ces imaginaires, par exemple à l'occasion d'élections. C'est que, dès lors qu'il est ancré dans le discours des acteurs et dans leurs représentations, l'imaginaire s'articule à la logique de l'opinion. Qu'est-ce, en effet, que l'opinion, sinon le choix entre des imaginaires différents, une façon, pour le sujet, de s'instituer comme acteur du politique en exprimant l'imaginaire dont il est porteur et qui le distingue des autres ?

Le débat sur l'imaginaire politique revêt quatre significations qui s'articulent l'une à l'autre dans une forme de *cogito* interprétatif. La première repose sur l'identification des acteurs du débat ; en effet, c'est en identifiant ceux qui participent au débat que l'on peut pleinement en mesurer et en identifier les enjeux. Cette identification se fonde sur la connaissance

de l'imaginaire dont ils sont porteurs et qu'ils énoncent dans leur discours. La seconde signification du débat sur l'imaginaire se situe dans l'identification de la relation de l'imaginaire aux institutions qui l'expriment – et, pour commencer, aux institutions religieuses et à la confrontation – voire à la lutte – qui les oppose les unes aux autres. C'est que l'imaginaire s'articule à des formes d'institutionnalisation : une religion est l'expression institutionnelle d'un imaginaire sublimé par la référence à une forme de transcendance. C'est en ce sens que l'art a toujours constitué, dans le débat public, une forme de sublimation. Une troisième signification du débat sur l'imaginaire politique est ce que l'on peut appeler l'appréciation des enjeux qu'il implique, et, au-delà, la reconnaissance des systèmes sociaux dans lesquels le débat s'inscrit. Choisir un imaginaire, au sein de la pluralité des imaginaires qui se confrontent les uns aux autres, c'est, finalement, reconnaître la légitimité de cet imaginaire en adhérant aux engagements qu'il propose. Enfin, une quatrième dimension de ce débat sur l'imaginaire est l'appréciation de ce qu'il laisse de côté comme ce qui résiste à l'interprétation. Reconnaître la puissance d'un imaginaire politique, c'est reconnaître qu'il manifeste une part du sublime au sens où le sublime, la transcendance dont parle Kant, désigne ce qui est au-delà de l'expérience réelle du politique. C'est pourquoi, dans les régimes monarchiques, les souverains constituent une représentation institutionnelle de l'imaginaire politique en exerçant un pouvoir censé aller au-delà du pouvoir des sujets et des citoyens, mais aussi on peut considérer que le totalitarisme peut se définir comme l'identification – ou la confusion – entre l'imaginaire politique et les structures du pouvoir.

### **Sémiotique des identités**

Pour pleinement penser l'imaginaire, il est nécessaire de le situer dans l'ensemble du champ de l'identité. La problématique de l'identité donne sa place à l'imaginaire dans le débat public et dans la rationalité politique, car elle lui donne sa signification en l'articulant à la fois à l'engagement singulier du sujet et à l'appartenance collective des acteurs politiques et des institutions.

Ce qui fonde l'instance politique de l'identité, c'est sa confrontation aux identités des autres acteurs de l'espace politique. C'est le moment de la confrontation dans l'*agora* ou dans le *forum*, sur la place publique, qui institue les identités politiques dans le champ de la communication et de la médiation. Sans doute est-ce le sens que Habermas donne à ce que l'on peut appeler l'événement du débat dans *L'espace public*. Les identités politiques ne peuvent s'instituer que dans la confrontation aux autres : il

faut qu'il y ait confrontation, voire affrontement et lutte pour que les identités politiques s'instituent. La gauche ne se met à exister que dans la confrontation à la droite, un pays ne peut naître comme identité que dans la décolonisation, l'affrontement au pays dont il dépendait.

Mais, au-delà de leur institution, ce qui fonde la signification des identités politiques, c'est leur articulation à des imaginaires, ce que Marx désigne par le concept d'*idéologie*. Pour pleinement penser les identités politiques, il importe de penser la façon dont les acteurs politiques articulent eux-mêmes la dimension singulière de l'imaginaire dont ils sont porteurs et qui fonde leur désir à la dimension collective de l'imaginaire politique dans lequel ils se reconnaissent et qui fonde leur confrontation à l'autre et leur stratégie d'engagement et d'implication. Les identités politiques se fondent sur la logique de l'antinomie, l'expression des identités politiques s'articule à ce que l'on peut appeler une *sémiotique du rejet ou de la peur*.

Mais, au-delà de la peur, on peut inscrire les formes de sémiotique du rejet dans les logiques du concept d'*aliénité*, antinomique avec celui d'identité. Si Marx dénonce l'idéologie, précisément parce qu'elle est faite d'imaginaire, c'est à la fois une façon de repenser le politique en tentant de l'inscrire pleinement dans le champ de la scientificité et en cherchant à abolir la logique de l'adhésion aveugle sur laquelle il reposait jusqu'alors, mais, dans le même temps, c'est une façon de reconnaître son importance dans l'institution des identités politiques. C'est pourquoi peut-être convient-il aujourd'hui de repenser l'imaginaire politique à la fois à la lumière de ce que nous apprend la psychanalyse sur l'imaginaire – or Marx ne pouvait avoir lu Freud ni articuler son discours à celui de la psychanalyse – et à la lumière de la meilleure rationalisation que nous pouvons engager aujourd'hui sur les médias et sur les significations des discours dans l'espace public.

#### *La sémiotique des identités se fonde sur quatre instances.*

La première de ces instances est la sémiotique de l'énonciation des identités. C'est à la fois dans le discours, dans l'image et dans l'ensemble des pratiques de la communication et de l'information que les identités politiques s'énoncent dans l'espace public. Cette énonciation est une performativité, en ce sens qu'en énonçant son identité, l'acteur politique manifeste son rôle et son pouvoir dans l'espace public : l'énonciation de l'identité politique est un acte, en ce qu'elle va avoir un effet sur la scène politique et sur ses transformations. Quand un chef d'État tient un discours ou quand un candidat à une élection parle dans le champ de sa campagne

électorale, ces énonciations mêmes cherchent à influencer sur l'opinion de l'autre ou sur les choix qu'il va faire, ce qui constitue un effet performatif de l'énonciation. Une énonciation de l'identité politique repose sur l'imaginaire de l'énonciateur : c'est la manifestation symbolique de cet imaginaire qui permet de l'identifier et d'en faire apparaître l'engagement dans l'espace public.

La deuxième instance qui fonde la sémiotique des identités politiques est l'articulation de la temporalité dans une forme d'intertextualité liant le présent et le passé. On ne peut penser la signification du discours d'un acteur politique qu'en situant son énonciation dans l'histoire de son parcours propre, dans celle de son parti ou dans celle de la culture politique dont il est porteur. C'est ainsi que l'énonciation du discours d'E. Macron ne peut se comprendre que si l'on articule son discours de 2017 à la rupture qu'il constitue avec le parcours de l'énonciateur comme ministre d'un gouvernement socialiste ou comme collaborateur de F. Hollande à la présidence de la République. De la même manière, on ne peut comprendre l'énonciation de l'identité des Insoumis, le mouvement fondé par J.-L. Mélenchon, qu'en l'articulant à l'histoire de J.-L. Mélenchon au P.S. et à l'histoire du P.C.F. par rapport à laquelle il se situe. Le concept d'*intertextualité*, élaboré par J. Kristeva dans la sémiotique du texte dans les années soixante, permet à la sémiotique de l'imaginaire politique de mieux comprendre les logiques dominantes de l'idéologie à une époque particulière de la vie politique en élaborant des modes d'analyse comparée des discours et des énonciations, et, en l'occurrence, des figures présentes dans les imaginaires des identités politiques faisant l'objet de la comparaison.

Une troisième instance fonde la sémiotique de l'imaginaire des identités politiques : il s'agit de l'opposition entre l'adhésion, par laquelle le sujet singulier va s'engager en manifestant son adhésion à une idée ou à un parti, et la distanciation qui le fonde comme sujet singulier précisément en prenant une distance par rapport à ses engagements politiques. On peut comprendre cette distance par l'application au politique de la logique de la distanciation, élaborée par Brecht dans le champ du théâtre, entre l'identité d'un personnage et celle de l'acteur qui le représente en le jouant, en l'interprétant, sur la scène. Une telle distanciation est à l'œuvre dans le champ des identités politiques, entre le désir qui structure le psychisme du sujet et la signification de l'identité politique à laquelle il adhère, car, par exemple, il existe des contradictions ou des tensions entre les impératifs du psychisme et ceux de l'appartenance à des mouvements collectifs. La sémiotique de l'imaginaire permet de penser cette distance entre adhésion et distanciation en élaborant les concepts et les

méthodes destinés à analyser les manifestations de cette distance dans les discours, dans les pratiques symboliques et dans les logiques institutionnelles de pouvoir des acteurs politiques.

Enfin, les identités politiques, comme toutes les identités, se soutiennent d'un inconscient. Il existe une forme de censure politique qui impose un refoulement, et celui-ci structure la sémiotique des identités politiques par une forme d'impératif, de contrainte. Ce refoulement, cet interdit va être à la fois imposé par la loi et par les institutions qui régulent les énonciations politiques et structuré par les stratégies mêmes des acteurs qui s'y soumettent. C'est ainsi que l'imaginaire politique ne peut pleinement se comprendre que si on l'articule à l'interdit qui occulte un certain nombre de représentations. Par exemple, les religions imposent leur contrainte aux représentations imaginaires qui peuvent être élaborées et diffusées dans les opinions publiques des pays dans lesquelles elles sont fortes : c'est le cas, aujourd'hui des représentations diffusées par le radicalisme islamique. Mais ce que l'on peut appeler la *sémiotique inconsciente de l'imaginaire politique* peut surtout se penser dans l'intériorisation inconsciente de la logique du pouvoir : d'une part, l'imaginaire de la peur et de l'insécurité est une façon pour les pouvoirs de mieux asseoir leur emprise sur l'inconscient de ceux qui leur sont soumis en leur faisant intérioriser par l'imaginaire de la peur leur domination par les pouvoirs, et, d'autre part, cet imaginaire de la sécurité figure dans la rhétorique des pouvoirs comme une forme d'intériorisation de ce que Max Weber appelle la *violence politique*.

### **L'imaginaire dans le devenir des identités politiques**

Sans doute est-ce le rôle de l'histoire de penser le devenir des identités politiques et d'élaborer les méthodes et les concepts qui permettent d'en rendre raison. Dans l'histoire, c'est l'articulation entre les pratiques des acteurs et l'expression des identités dont ils sont porteurs qui construit ce devenir des identités. Mais, dans le déroulement de l'histoire, de ses dynamiques et de ses événements, cette construction prend la forme de plusieurs temporalités de la mémoire et de la confrontation entre les acteurs, dans le discours, dans les représentations ou dans les faits. C'est dans ce champ aussi qu'il convient d'inscrire la sémiotique de l'imaginaire politique : les sémiotiques politiques, d'une manière générale, sont nécessairement élaborées et pensées dans l'histoire, car les identités politiques ne peuvent se comprendre que dans l'histoire, qui leur donne une forme de consistance, en les ancrant dans le temps.

Dans l'imaginaire des identités politiques, la *loi* exprime l'idéal social engagé par les normes exercées sur une société par le pouvoir. La *loi* est un terme issu du latin *lex*, de *leg*, racine du verbe qui signifie *parler*. La loi inscrit l'idéal politique de la société, donc son imaginaire, dans les règles de vie qui structurent les pratiques sociales des acteurs. C'est ainsi qu'A. Didier-Weill, dans *Les trois temps de la loi*, explique que la loi est une parole à laquelle « le "non" est rendu impossible au sujet » (Didier-Weill 1995: 10).

Dans l'imaginaire du futur et du projet, c'est leur devenir qu'expriment les identités politiques. C'est dans l'expression d'un projet qu'un acteur au pouvoir exprime l'identité dont il est porteur et qu'il engage dans l'exercice des pouvoirs dont il est porteur, et c'est en adhérant à ce projet ou, au contraire, en le rejetant, que les citoyens expriment leur appartenance en la situant dans l'imaginaire du devenir de la société à laquelle ils appartiennent. La confrontation entre les imaginaires donne au débat électoral une importance particulière dans la formulation et l'élaboration des identités politiques, car ce débat se situe, en quelque sorte, en dehors du temps. Tandis que l'histoire ou l'information des médias sur les événements se situe dans le temps, qu'il s'agisse du temps passé ou du temps présent, le débat électoral se situe en dehors du temps, car, s'il s'engage à un moment particulier de l'histoire et s'il est, ainsi, daté, situé dans le temps, il porte sur un projet qui n'est pas encore mis en œuvre, puisqu'il est seulement proposé aux électeurs. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle, une fois élus, les acteurs politiques déplacent au cours de l'exercice du pouvoir les projets sur la base desquels ils avaient été choisis par les électeurs, ce qui renvoie ce projet à l'imaginaire au lieu qu'il constitue le fondement de l'exercice du pouvoir. C'est ainsi que *Le Monde* parlera d'une « volte-face fiscale » du gouvernement d'Édouard Philippe: « En moins d'une semaine, l'exécutif a opéré un virage à 180 degrés sur ses annonces fiscales », écrit le quotidien<sup>2</sup>. C'est de cette manière que l'on peut mesurer ce que l'on peut appeler l'*atemporalité de l'imaginaire* des identités et des acteurs politiques, puisque l'on se rend compte de la distance entre le réel de l'expérience du temps politique et de la pratique des acteurs et l'imaginaire qu'ils peuvent énoncer au cours du débat public.

Mais il existe une autre temporalité de l'imaginaire des identités politiques, celle du mythe. Le propre du mythe est d'énoncer une parole imaginaire instituée hors de la temporalité. Dans *Mythologies*, Roland Barthes montre bien que le mythe échappe à la temporalité car il constitue, écrit-il, « un système sémiologique second » (Barthes 1957: 199),

c'est-à-dire un système sémiotique qui déplace un système sémiotique premier. Le récit premier, qui est un signe, c'est-à-dire un discours articulant un signifiant et un signifié, en l'occurrence autour de l'énonciation, devient « simple signifiant » dans le système sémiotique du mythe. C'est ainsi, par exemple, que le récit de la vie de Prométhée est un récit dans le système sémiotique premier, celui de l'énonciation, et, en ce sens il relève d'une analyse narrative comme tous les récits, mais il devient simple signifiant dans un système sémiotique second, celui du mythe, dans lequel il peut s'interpréter comme l'expression de la puissance de la divinité. Ce déplacement du récit qui le fonde comme mythe l'institue dans l'imaginaire politique, car, en reconnaissant sa signification sociale et politique, l'acteur politique inscrit le mythe dans l'imaginaire qui fonde son identité. C'est ce qui explique l'importance du mythe dans la constitution des sociétés politiques, à la fois dans l'Antiquité et dans les sociétés fondées sur des cultures orales, et à notre époque, dans un monde où ce sont les médias qui construisent et diffusent des mythes dans l'espace public, instituant, ainsi, un imaginaire politique partagé par l'ensemble des sujets sociaux appartenant à une même culture.

Au cours de ce que l'on peut appeler la vie de l'espace public et son histoire, c'est la dynamique de leur confrontation entre elles qui fonde les échanges et les transformations des identités politiques dans les pratiques de communication et de représentation mises en œuvre dans l'agora et dans les champs que J. Habermas désigne, de façon générale, par le concept d'*espace public*. L'imaginaire politique a sa place dans cette logique d'échange entre les identités, car il ne s'agit pas seulement de confronter des discours dans l'espace public, mais aussi d'y confronter des opinions. Or le propre de l'opinion est d'être à la fois une représentation symbolique inscrite dans une énonciation et dans un système culturel et une représentation imaginaire dont le sujet est porteur, et qui est inscrite dans l'instance imaginaire de sa culture et de son identité. Exprimer une opinion dans l'espace public, ce n'est pas seulement énoncer un discours en le confrontant à celui des autres acteurs qui peuvent énoncer des discours différents ou opposés, c'est surtout donner la consistance d'une représentation à l'imaginaire dont on est porteur et l'assumer comme part de son identité politique. L'opinion désigne, ainsi, deux dimensions de cet imaginaire : la première est singulière, il s'agit de l'opinion d'un énonciateur et d'un acteur politique qui va l'exprimer en l'articulant à son activité symbolique dans sa parole ou à son activité imaginaire dans ses autres pratiques sociales et culturelles ; la seconde dimension de l'imaginaire que constitue l'opinion est collective : il s'agit de

ce que l'on appelle « l'opinion », c'est-à-dire l'ensemble indistinct des représentations imaginaires présentes à un certain moment dans l'espace public de la communication, de l'information et du débat. C'est en désignant l'acteur collectif par ce terme que les médias et les discours politiques lui reconnaissent un caractère imaginaire, dans l'incapacité où ils se trouvent de désigner l'identité d'un énonciateur qui l'exprime.

## Les crises

Parmi les événements qui scandent la dynamique et le devenir des identités politiques, les crises sont ceux qui se définissent par la nécessité qu'ils imposent aux acteurs d'avoir à prendre des décisions. Le terme même, *crise*, est issu d'un terme grec, issu de la racine du latin *decernere*, décider, et du grec *krinein*, juger. Il désigne les situations dans lesquelles les acteurs manifestent leur pouvoir, en choisissant l'issue de l'événement qui s'impose à eux et en prenant la décision qui conduit à l'évolution de la situation dans laquelle ils se trouvent.

Les crises sont, dans ces conditions, les situations qui font apparaître pleinement les enjeux de l'expression des identités politiques, et, surtout, les enjeux des utopies manifestées par les acteurs, qui s'expriment dans l'histoire en se succédant les unes aux autres. En effet, les crises peuvent se définir comme les événements et les situations qui imposent aux acteurs de se confronter les uns aux autres et, ainsi, de faire pleinement l'expérience de leurs pouvoirs respectifs et de leurs limites. Mais c'est aussi pour ces raisons que les crises constituent une figure majeure de l'imaginaire politique. Ce que l'on peut appeler la *figure de la crise* occupe trois places dans l'imaginaire politique.

Sa première place est la figure de l'événement qui met le système politique à l'épreuve. En ce sens, qu'il s'agisse du souvenir d'une crise qui s'est réellement produite ou de la figure imaginaire d'une situation que l'on peut craindre, la crise est, dans l'imaginaire politique, la figure de l'événement ou de la situation qui permet au pouvoir de manifester sa puissance et, à ceux sur qui elle s'exerce, d'évaluer cette puissance, de la vérifier ou de la reconnaître. Si *crise* vient du mot qui signifie à la fois *décider* et *juger* en grec, c'est qu'il s'agit, dans cette culture politique du moment où, en se voyant contraint de décider, l'acteur est soumis à une épreuve, à une forme d'examen de son aptitude à exercer le pouvoir. C'est pourquoi, dans l'imaginaire politique, la figure de la crise est associée à un personnage ou à une institution : la crise est la situation dans laquelle un personnage affirme son identité et la met en scène pour occuper la

place du pouvoir légitime dans l'imaginaire de ceux qui lui sont soumis. Sans doute est-ce la raison pour laquelle, compte tenu de l'impossibilité où ils se sont trouvés de maîtriser ce que l'on a appelé la « crise financière » de 1929, les acteurs politiques au pouvoir se sont trouvés délégitimés dans l'imaginaire politique, ce qui a contribué à préparer, dans l'opinion, la mise en question des pouvoirs et la montée des totalitarismes.

La seconde place de la figure de la crise dans l'imaginaire politique est celle de la limite. C'est dans la situation de la crise que les acteurs politiques font l'expérience de la limite de leur pouvoir, mais, dans le même temps, c'est la figure de la crise qui met le pouvoir à l'épreuve de sa limite dans l'imaginaire politique. La figure de la limite désigne, dans cet imaginaire, le point au-delà duquel le pouvoir ne peut plus s'exercer, et, en ce sens, elle figure une forme d'horizon indépassable, qui, comme tous les horizons, ne peut même s'atteindre que dans l'imaginaire. Autrement dit, la limite est l'horizon de la rationalité politique, ce qu'elle se donne pour point imaginaire au-delà duquel elle ne peut s'exercer, et, par conséquent, comme point qui marque le champ dans lequel il ne peut exister que des figures imaginaires. Au-delà de la limite, le politique ne peut se représenter que des formes qui existent dans son imaginaire, car l'expérience du réel n'est pas possible dans le franchissement de la limite. C'est pourquoi la limite désigne la ligne qui marque la transgression : ce n'est que dans la transgression de la loi que l'on peut franchir la limite et la mettre ainsi à l'épreuve.

Enfin, la figure de la crise occupe, dans l'imaginaire politique, la place de figure du pouvoir, en ce qu'elle représente la nécessité de la décision. La crise – ce qui s'articule, encore, à l'étymologie du terme, issu de la même racine que *cernere*, « décider », et de *décret* – est le moment où, dans l'urgence, l'acteur en charge du pouvoir est appelé à décider, à juger ce qui est bon pour l'issue de la crise. Dans l'imaginaire politique, la crise est donc à la fois la figure qui met en scène le chef et le pouvoir en qui le peuple ou la société doit avoir confiance et l'événement qui, dans l'imaginaire, met en scène le lien au pouvoir. C'est ainsi qu'en 1965, lors de la première élection présidentielle de la Cinquième république au suffrage universel, de Gaulle avait présenté sa candidature dans un document électoral qui rappelait les crises au cours desquelles il avait manifesté son aptitude au pouvoir : 1940 et 1958. Finalement, la figure de la crise fait partie, dans l'imaginaire, de ce qui constitue le charisme dont parle Max Weber (1963 : 126) pour définir la place du pouvoir et la relation du pouvoir et de ceux sur qui il est appelé à s'exercer.

## La perte des identités

Comme les identités dont le psychisme est porteur, les identités politiques peuvent se perdre. Cette perte des identités désigne l'oubli ou le refoulement des identités politiques par ceux mêmes qui en sont porteurs, soit qu'il s'agisse de la disparition des régimes politiques ou des partis, soit qu'il s'agisse de la disparition des logiques d'adhésion dont sont porteurs les sujets d'énonciation et qui font d'eux des acteurs politiques. La perte de l'identité dont on est porteur occupe une grande place dans les menaces qui pèsent sur l'identité dans l'imaginaire politique, mais, dans le même temps, c'est la figure imaginaire de la perte de l'identité qui lui donne son importance dans l'imaginaire des acteurs politiques et des sujets sociaux de la communication et de la médiation. L'identité a d'autant plus d'importance et de valeur dans l'imaginaire de celui qui en est porteur qu'il risque de la perdre, et, dans le même temps, c'est cette place dans l'imaginaire qui situe la perte de l'identité dans le champ des armes idéologiques au service de ceux qui cherchent à prendre le pouvoir ou à exercer une domination. C'est ainsi, par exemple, que la menace de la perte de l'identité nationale, qui est de l'ordre de l'imaginaire car les signifiants de cette identité existent bien encore (la langue, la culture, le drapeau, les institutions politiques), occupe une place majeure dans deux débats politiques en cours dans l'espace public contemporain : le débat sur la mondialisation et ce qu'elle représente, pour l'ensemble des nations, et, en France plus particulièrement, le débat sur l'appartenance à l'Union européenne. Au-delà, c'est l'ensemble des institutions de l'Union européenne et des pouvoirs qu'elles exercent qui est mis en cause dans le débat contemporain sur l'Europe, dans l'ensemble des pays de l'Union, et il a, par exemple, alimenté en Grande-Bretagne le débat autour du « Brexit », qui a finalement abouti à la décision du pays de quitter l'Union. Dans l'ensemble de ces débats, le risque de la perte des identités politiques a joué un rôle majeur, pour devenir une figure essentielle de la question de l'identité. Sans doute, d'ailleurs, dans le champ de la mondialisation, la figure imaginaire du risque de la perte des identités occupe-t-elle une place comparable dans le débat sur l'économie de la culture et des médias, mais aussi sur la généralisation de l'usage de la langue anglaise et de la référence aux cultures anglo-saxonnes, en particulier comme marque de l'influence des États-Unis, dans le débat sur les pratiques culturelles et sur les usages de la langue.

La perte des identités marque, en particulier, la dissolution du lien social, en les faisant devenir des appartenances sans signification pour

ceux qui en sont porteurs ou des liens sociaux n'ayant plus le rôle, comme le dit Rousseau, de l'intériorisation de la loi<sup>3</sup>. C'est notamment une situation de cet ordre, de perte des identités politiques qu'ont pu connaître des pays comme l'ex-Yougoslavie ou qui menace des pays comme le Royaume-Uni avec le risque de perte de l'Écosse. Dans l'imaginaire politique, la figure du lien social porté par l'histoire occupe une place majeure, comme on a pu le voir dans le débat sur le « Brexit » que l'on a évoqué récemment : en effet, l'Écosse était favorable au maintien dans l'Union européenne, précisément parce que, dans l'imaginaire politique de ce pays, comme dans l'ensemble des petits pays appartenant à l'Union européenne, l'appartenance à l'Union constitue une forme de protection contre la domination des grands pays. Des pays comme le Luxembourg ont pu ainsi trouver, dans leur appartenance à l'Union européenne et dans le rôle qu'ils y jouent une figure de la fierté nationale retrouvée dans l'imaginaire politique. C'est aussi ce qui s'est produit dans l'adhésion à l'U.E. des pays qui s'étaient trouvés sous la domination soviétique avant la dissolution de l'U.R.S.S., comme la Pologne, la République tchèque ou la Slovaquie : ces pays se sont imaginés qu'ils trouveraient dans l'Union européenne une sorte de protection contre la perte de l'identité nationale, dans l'émergence d'une forme de dialectique entre l'appartenance à l'U.E. et l'expression de l'identité nationale, malgré le poids des institutions européennes dans le domaine économique et l'institution de l'euro.

On peut ainsi projeter sur le plan politique de la perte des identités ce que l'on peut dire de la psychose, qui désigne une forclusion du sujet à l'extérieur même de l'expression de son identité. Dans le champ des identités politiques, ce n'est pas de forclusion du sujet singulier qu'il est question, mais de la disparition du lien social et de l'exclusion des identités politiques hors de l'espace public de la société : dans une telle situation, c'est même l'imaginaire politique qui finit par ne plus avoir de sens. Cela explique l'importance que revêt le risque ou la menace de la perte des identités dans l'imaginaire politique. On peut trouver deux exemples de cette figure de la menace de la perte des identités. Le premier se situe dans le domaine de la ville : un des éléments majeurs de ce que l'on appelle la crise des banlieues, le rejet des contraintes de la vie sociale dans les banlieues des grandes villes est justement l'uniformisation des architectures et des aménagements urbains dans les banlieues qui conduit à une perte des identités. Dans les banlieues qui connaissent ainsi une telle crise, la perte de l'identité se manifeste à la fois dans la dimension symbolique des représentations et dans la disparition même des imaginaires

urbains dans la contrainte imposée d'une vie monotone sans pratiques culturelles spécifiques de reconnaissance des identités. Le deuxième exemple de la perte des identités se situe dans le domaine des élections législatives françaises de 2017. En effet, on peut remarquer que les membres du parti socialiste se sont retrouvés partagés entre ceux qui demeurent à ce parti et ceux qui le quittent pour rejoindre le parti fondé par E. Macron, et, de la même manière, on peut remarquer que les Insoumis, le parti fondé par J.-L. Mélenchon, est structuré autour d'acteurs politiques issus du P.S. ou du P.C.F. Il y a, ainsi, dans les nouveaux partis comme la République en Marche (L.R.E.M.) d'E. Macron ou les Insoumis de J.-L. Mélenchon, une forme de déplacement des identités politiques. Finalement, c'est la crainte de la perte des identités qui occupe une place majeure dans le débat sur les acteurs politiques et sur les engagements dont ils sont porteurs dans l'espace public : c'est elle qui constitue la menace qui pèse sur les institutions, sur les pouvoirs, sur les acteurs politiques, et qui constitue, pour les citoyens, pour les sujets singuliers appartenant au pays, une forme de risque de nature à orienter leurs choix politiques et institutionnels.

### **L'impensé de l'imaginaire politique**

Comme toute logique sociale, l'imaginaire politique a un impensé, un ensemble de figures qui ne peuvent pas faire l'objet de représentations dans son système de rationalité, mais cet impensé est multiple, il n'est pas simple : il est porteur de la complexité même du système symbolique auquel il renvoie et dont il constitue une forme d'envers.

#### *Il y a trois formes d'impensé de l'imaginaire politique.*

D'une part, il s'agit de discours et de figures imaginaires qui ne peuvent s'inscrire ni dans les utopies et les projets ni dans les rejets et dans les craintes. Il s'agit, en ce sens, de ce qui fait l'objet d'une forme de censure, ou d'autocensure, des pratiques symboliques mises en œuvre. De la même façon que, dans le psychisme, l'imaginaire du sujet singulier est le champ d'un ensemble de refoulements, il existe des refoulements de figures de l'imaginaire politique. C'est ainsi, par exemple, que, dans les pratiques électorales, le rejet de l'éventualité d'un accès de Marine Le Pen, candidate du Front national, a favorisé l'élection d'E. Macron, lors de l'élection présidentielle de 2017, compte tenu, en particulier, du souvenir de l'élection présidentielle de 2002, alors que, sans doute, la victoire du F.N. avait peu de chance de se produire. C'est, d'ailleurs, cette forme

d'impensé qui peut expliquer le basculement de l'électorat, lors des élections législatives qui ont suivi, vers les candidats de La République en marche (L.R.E.M.), en quelque sorte légitimés par la victoire d'E. Macron à l'élection présidentielle. Il est probable qu'une forme d'impensé ait agi comme une censure politique de l'électorat.

D'autre part, il s'agit, pour une culture politique, des formes d'imaginaire politique issues d'autres cultures ou d'autres histoires. Sans doute peut-on observer une forme de résistance, de la part des cultures politiques, à s'ouvrir à des cultures politiques d'autres systèmes sociaux ou culturels. Toujours dans la situation politique française contemporaine, sans doute peut-on expliquer de cette manière la résistance du P.C.F. et celle des Insoumis à s'entendre sur une stratégie politique commune. Du côté du P.C.F., c'est, dans l'imaginaire politique, le souvenir de la victoire d'une union de la gauche en 1936 ou en 1981 qui joue ce rôle de censure de l'imaginaire politique, tandis que, du côté des Insoumis, du mouvement fondé par J.-L. Mélenchon, c'est, sans doute, la figure de l'U.R.S.S. et des états d'Europe de l'Est qui agit comme une forme de censure impensée. Au-delà de la situation particulière de 2017, le rejet du communisme repose sur cette figure des régimes totalitaires institués dans ce que l'on a appelé « les pays de l'Est » par des partis communistes en rupture, justement, avec les logiques fondatrices du communisme.

Enfin, l'impensé politique désigne des formes d'imaginaire politique qui ne sont pas pensables parce qu'elles engageraient trop vivement le sujet de la critique politique et en viendraient à mettre en question son identité même ou son appartenance même à une citoyenneté ou à une organisation politique. C'est l'imaginaire du projet qui fait l'objet de cette forme de censure. Sans doute peut-on trouver un exemple de cette censure de l'imaginaire de projet dans le débat engagé sur la question du nucléaire dans la politique de l'énergie. En effet, ce débat met en jeu deux imaginaires qui peuvent être contradictoires : d'un côté la peur du nucléaire, liée à la figure de la bombe atomique et d'Hiroshima, et, de l'autre, la peur d'un excès de pollution lié à l'usage des sources d'énergie comme le charbon. Cette forme de double censure vient limiter le débat sur ce que l'on peut appeler l'imaginaire politique de l'énergie.

## Notes

- 1 *Vocabulaire de la psychanalyse*, Paris, P.U.F., 1973 (s.v. « Sublimation »).
- 2 *Le Monde*, 12 07 2017.
- 3 « Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir » (*Le Contrat Social*, I, 3).

## **Bibliographie**

BARTHES, ROLAND

(1957) *Mythologies*, Paris, Seuil.

DIDIER-WEILL, ALAIN

(1995) *Les trois temps de la loi*, Paris, Seuil.

HABERMAS, JÜRGEN

(1978) *L'espace public*, trad. fr. de M. B. de Launay, Paris, Payot.

LAMIZET, BERNARD

(2012) *L'imaginaire politique*, Londres, Hermes Publishing.

(2015) *L'Aliénité*, Paris, Mimésis.

LAPLANTINE, FRANÇOIS

(1999) *Je, nous et les autres*, Paris, Le Pommier/Fayard.

MORE, THOMAS

[1516] *L'Utopie*, tr. fr. V. Stouvenel, Paris, Éditions Sociales, 1966.

WEBER MAX

[1919] *Le savant et le politique*, tr. fr. J. Freund, E. Fleischmann et É. de Dampierre, Paris, Union Générale d'Éditions, 1963.